CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil des Commissaires de la Commission scolaire Eastern Shores tenue aux bureaux administratifs, située au 40, rue Mountsorrel, New Carlisle, Québec, le mardi 28 janvier 2025, à compter de 9 h 00. Les personnes suivantes étaient présentes :

COMMISSAIRES : W. Gifford, Président
R. Mundle, Vice-président (en ligne)
M. E. Beaulieu (en ligne)
M. O'Brien (en ligne)
Circonscription 4 Vacant
K. Ward
G. Hayes (en ligne)
D. Hunt (en ligne)
D. Bourgouin (en ligne)
K. Dickson (en ligne)

COMMISSAIRES PARENTS : K. Mackenzie (en ligne)
R. Stewart (en ligne)
J. Bizeau (en ligne)

DIRECTRICE GÉNÉRALE : D. Simoneau
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE : J. Bradbury, directrice des services d'éducation aux adultes et de formation professionnelle
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : D. Gauthier

AUTRES : M. Hayes-Dow, directrice de la technologie de l'information, du transport et de l'organisation scolaire (en ligne)
A. Dupuis, directrice des ressources humaines
S. Ward, directrice des services financiers
T. Renouf, Régisseur des services

ABSENT : J. McWhirter, Maude Ouellet, Commissaire-parent ont fait part de ses regrets.

Le président, W. Gifford, procède à l'ouverture de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires et a souhaité la bienvenue à tous les membres présents.

1. **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

Aucun conflit d'intérêt a été déclaré.

2. **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

C25-01-215 Il a été proposé par K. Mackenzie que l'ordre du jour de cette réunion extraordinaire du Conseil des commissaires de la Commission scolaire Eastern Shores soit approuvé.
ADOPTÉ

3. **CESSATION D'EMPLOI**

C25-01-216 À 9 h 2 minutes, K. Mackenzie a proposé de passer à huis clos.
ADOPTÉ

C25-01-217 Il a été proposé par K. Mackenzie de cesser l'audience à huis clos à 9 h 27.
ADOPTÉ

À l'issue de la séance à huis clos, la motion suivante a été présentée :

ATTENDU QUE le dossier personnel du professionnel dont le nom est indiqué dans l'annexe confidentielle jointe au présent document ;

ATTENDU QUE la nature des manquements présumés du professionnel est l'insubordination et le refus de coopérer avec son employeur ;

ATTENDU QUE le professionnel n'a pas fourni les documents permettant à l'employeur de rencontrer son employé malgré de nombreuses demandes ;

ATTENDU QUE le professionnel a fait preuve d'un manque de coopération envers l'employeur depuis son embauche en septembre 2024 ;

ATTENDU QUE le professionnel a reçu de nombreuses convocations à des réunions avec le service des ressources humaines et ne s'est jamais présenté, rendant impossible le maintien d'une relation de confiance entre l'employé et l'employeur ;

ATTENDU QUE le lien entre le professionnel et le Conseil est irrémédiablement rompu ;

ATTENDU QUE la lettre remise au professionnel le 8 janvier 2025 et le 20 janvier 2025, relative à l'article 5-8.00 de la convention collective et dont le contenu est considéré ici comme intégralement reproduit ;

ATTENDU QUE la représentation des professionnels et de la SPPGIM ;

ATTENDU QUE les délibérations tenues ;

C25-01-218

IL A ÉTÉ PROPOSÉ par K. Mackenzie d'appuyer la décision du directeur général et du professionnel de mettre fin à l'engagement du professionnel dont le nom figure dans l'annexe dans l'enveloppe confidentielle et de procéder à son licenciement pour comportement immoral ; et

MANDATER Mme Annie Dupuis, directrice des ressources humaines, afin d'assurer le suivi de cette décision.

ADOPTÉ

21. **LEVÉE DE LA SÉANCE À 9 H 32**

C25-01-219

Les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par K. Ward que la séance soit levée.
ADOPTÉ

Secrétaire général

Président